

Le budget—M. Latulippe

J'espère que le gouvernement fera un effort pour construire une grand'route à travers le Labrador qui est l'une des dernières grandes régions du Nord qui doivent être développées. Nous avons vu ce qui a été fait dans le territoire du Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest. Nous avons vu ces régions se développer lentement grâce à la construction de grand'routes. J'espère qu'il en sera de même pour la région Nord du Labrador. J'espère que le gouvernement songera sérieusement à construire une grand'route à travers le Labrador, pour ouvrir la région, jusqu'à la route en voie de construction du parc national dans le Nord de la péninsule, ainsi qu'à la route menant de baie Verte à La Scie et qui reliera les localités de la baie Verte. Voilà quelques-uns des problèmes dont je saisirai le gouvernement dans les prochains mois.

Même s'il existe des problèmes, le potentiel est énorme, surtout au Labrador. Je crois qu'un glorieux avenir l'attend, et puisque j'y ai vécu pendant huit ans et que j'ai maintenant l'honneur de le représenter à la Chambre, je suis fier de pouvoir contribuer à cet avenir. Je crois que le développement économique du Labrador est d'une grande importance, non seulement pour cette région et pour l'ensemble de la province, mais aussi pour tout le Canada; lorsque nous prenons conscience de la pénurie d'énergie électrique sur ce continent, comme on en a eu l'occasion récemment, nous comprenons à quel point il nous faut appuyer le développement du potentiel d'électricité de cette région.

• (1600)

Il faut qu'on accorde au Labrador beaucoup d'attention. Je crois qu'on devrait y faire élire un député à la Chambre qui y consacrerait tout son temps, à l'instar des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon. Je donne par les présentes préavis que je saisirai la Chambre d'un bill qui, j'espère, fera l'objet d'un débat et sera très sérieusement étudié, c'est-à-dire un bill proposant à la Chambre la création d'une circonscription propre au Labrador afin de faire ressortir comme il se doit ses problèmes et son potentiel.

Nous, de Grand-Falls-White Bay-Labrador, voulons joindre notre apport unique à la mosaïque canadienne. Nous devons créer le genre de province que nous voulons, mais cela dépend de la bonne volonté du gouvernement canadien. Je crois que le budget à l'étude est un indice que le gouvernement actuel prête l'oreille et consent à s'exécuter.

[Français]

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur le président, je suis très heureux d'avoir l'occasion de faire quelques observations sur le budget, sujet très intéressant certes, mais aussi extrêmement compliqué.

Je dirai dès le début de mes remarques que dans le présent budget on se prévaut du présent pour assurer l'avenir, c'est-à-dire qu'on se sert du présent pour survivre, et l'on se sert de l'avenir pour exister.

Le fait que nous ayons actuellement un gouvernement minoritaire favorise les Canadiens d'une façon indirecte, mais ne règle pas les problèmes fondamentaux. L'accumulation des déficits sera préjudiciable aux Canadiens plus tard. C'est la raison pour laquelle je disais que le présent est hypothéqué pour l'avenir.

D'après le ministre des Finances (M. Turner), le budget a pour but premier d'enrayer le chômage, la pauvreté et l'inflation, par la réduction des impôts, l'augmentation des

pensions de sécurité de la vieillesse et la déduction des frais de dépréciation pour avantager certaines industries.

En 1967, 1968, 1969 et 1970, le gouvernement libéral disait quelque chose et faisait tout le contraire. Il disait alors qu'il fallait, pour enrayer l'inflation, imposer des restrictions de crédit, des augmentations de taxes et d'impôts; en même temps, il supprimait les travaux publics, au nom de l'inflation.

Aujourd'hui, le budget présenté par le même gouvernement mais par un ministre des Finances différent propose le contraire. Nous sommes à nous demander où se trouve la logique, monsieur le président. Autrefois, on nous disait qu'il fallait équilibrer le budget pour résoudre le problème. Présentement, on admet l'existence d'un déficit de l'ordre de deux milliards de dollars, et l'on dit que cela constitue le moyen d'équilibrer de nouveau l'économie et de combattre l'inflation.

Nous nous rendons compte, monsieur le président, que pour équilibrer le budget du gouvernement, il faut déséquilibrer celui des contribuables et que, pour équilibrer de nouveau celui des contribuables, il faut déséquilibrer celui du gouvernement. De cette façon, monsieur le président, le déséquilibre économique s'accroît, le coût de la vie augmente, le dollar se déprécie et l'inflation cause de plus en plus de ravages.

Je préviens tout le monde qu'à partir de maintenant, le présent et l'avenir ne peuvent plus s'administrer comme le passé. Le passé nous a donné des budgets déficitaires, des augmentations de taxes et d'impôts; certains budgets ont proposé des diminutions de taxes et d'impôts, l'augmentation de la masse monétaire, moyennant des déficits accrus.

Nous n'avons pas trouvé de juste milieu; nous ne pouvons pas établir une véritable économie équilibrée. Nous ne trouvons aucun équilibre dans notre économie. Il ne faut rien changer. Je dirai tout de suite, monsieur le président, que nous n'avons pas besoin de changer quoi que ce soit dans les structures économiques actuelles. Cependant, pour corriger le système, il faudrait modifier le partage de la production nationale en tenant compte des dépenses pour les consommateurs et des réserves pour les capitalistes.

Nous produisons en abondance, nous accumulons des excédents de production, mais nous ne disposons pas des techniques nécessaires pour permettre aux consommateurs d'obtenir leur part de la production.

En 1944, la production nationale était de 12 milliards de dollars et, en 1973, elle est de 114 milliards, ce qui représente une augmentation de 102 milliards. Et même si de 9 à 10 p. 100 de la force productive ne travaille pas, la production pourrait facilement atteindre les 125 milliards de dollars. Malgré cette gigantesque production, nous n'avons pas trouvé le moyen de satisfaire aux besoins de la population.

Au fait, nous pouvons dire que l'économie n'est pas équilibrée du tout, et le gouvernement, de même que l'opposition, n'ont pas de solution concrète à offrir pour que l'on puisse vraiment vivre dans un pays où l'économie est équilibrée pour la satisfaction des citoyens.

• (1610)

Monsieur le président, les députés se sont accordés une augmentation d'indemnité, en proportion de la hausse du coût de la vie. et les personnes âgées ont également obtenu une pension accrue, mais celle-ci est encore loin d'égaliser le coût de la vie. Par contre, les allocations familiales sont